



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## Algérie

Question au Gouvernement n° 25

### Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany.

M. Jean Glavany. Mes chers collègues, ça se passe de l'autre côté de la Méditerranée, à deux heures de vol de Paris, dans un pays ami auquel la France est liée par des liens indéfectibles: des femmes et des enfants sont égorgés, mutilés, calcinés, simplement parce que ce sont des femmes et des enfants; des enseignants sont assassinés, simplement parce que ce sont des enseignants; des journalistes sont tués simplement parce qu'ils font leur métier de journaliste; des villages entiers sont massacrés, on ne sait pourquoi.

Ces horreurs, cette barbarie, provoquent partout dans le monde, partout en France, partout sur ces bancs, j'en suis sûr, émotion, condamnation et révolte.

Partout sur ces bancs, j'en suis sûr, nous voulons dire non seulement notre émotion mais aussi notre solidarité avec le peuple algérien et, au-delà et plus près de nous, avec la communauté algérienne ou d'origine algérienne qui vit en France. Plus que jamais, elle a besoin de notre respect, de notre amitié, de notre affection.

Toutefois, les mots ne suffisent pas. Ils ne suffisent plus. Il est temps que la conscience internationale se réveille et agisse. Que ce soit au niveau de l'Union européenne ou du Parlement européen, de l'ONU, de la Ligue arabe ou l'OUA, peu importe, il faut qu'elle agisse et qu'elle intervienne pour mettre un terme à cette barbarie.

Bien sûr, l'Algérie est indépendante. Bien sûr, il ne saurait être question d'ingérence. Mais ma question, notre question à tous est un acte de confiance à l'égard du Gouvernement. Nous lui demandons d'appuyer toute démarche, quelle qu'elle soit, qui permettrait d'apaiser ce drame. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert, du groupe communiste, et sur quelques bancs de groupe de l'Union pour la démocratie française.)

M. le président La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Mesdames, messieurs les députés, l'émotion du Gouvernement devant les massacres qui se sont répétés ces dernières semaines en Algérie est aussi grande, vous pouvez l'imaginer, que celle que chacune ou chacun d'entre vous peut ressentir ici. Il est absolument bouleversant de penser aux scènes que vous avez décrites, monsieur Glavany, avec les termes qui conviennent.

Nous n'avons pas cessé, ces dernières semaines, de consulter tous les autres pays, toutes les organisations, qui, comme nous, sont révoltés par cette situation et sont animés en permanence par la volonté de trouver quelque chose d'utile à faire pour aider le peuple algérien à sortir de cette tragédie. Nous sommes en relation avec tous les pays européens qui se posent les mêmes questions que nous, avec tous les pays maghrébins, africains, arabes ou autres, avec toutes les organisations qui, d'une façon ou d'une autre, cherchent comment agir utilement.

J'ai eu l'occasion de parler de cette tragédie récemment à New York avec le secrétaire général des Nations unies, qui se pose les mêmes questions que vous, que moi, que le Président de la République ou que le Premier ministre.

La seule chose que je peux vous dire, c'est que notre solidarité doit être exprimée avec beaucoup de force par rapport à cette population algérienne martyrisée. Il faut qu'elle sache qu'il y a en France une solidarité de fond, une compréhension de son désir élémentaire de protection.

Nous savons que le chemin à parcourir avec ce peuple ami sera encore long. Nous aurons à bâtir un rapport de

coopération entre l'Europe et le Maghreb, la France et l'Algérie, mais, dans l'immédiat, il s'agit avant tout d'essayer de sortir de cette tragédie.

Je ne peux que conclure que nous sommes, que nous serons disponibles pour appuyer toute forme d'action qui permettra aux Algériens de sortir de ce cycle d'horreurs, de tragédies et de mort, et d'entrer dans un processus de paix, qui doit, naturellement, comporter une solution politique. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe communiste.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean Glavany](#)

**Circonscription :** Hautes-Pyrénées (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 25

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** affaires étrangères

**Ministère attributaire :** affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 2 octobre 1997, page 3605

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 octobre 1997